

BersingécoAnalyse

Pourquoi Bersingéco n'a pas de position tranchée sur la taxe Zucman

Synthèse

Le cabinet Bersingéco prend régulièrement position sur les sujets d'actualité économique, par exemple en critiquant la politique économique de Donald Trump¹ ou en insistant sur la nécessaire réduction du déficit public français². Sur le sujet de la taxe Zucman, Bersingéco n'a pas de position tranchée. Le débat politique et médiatique fait rage entre les « pour » et les « contre ». Chaque camp a des arguments pertinents à faire valoir (sans nécessairement admettre que c'est également le cas du camp d'en face), générant des positions arrêtées et un débat qui ressemble plutôt à un match de ping-pong, voire à un combat de boxe. En soupesant les arguments favorables et défavorables à la taxe Zucman, le cabinet Bersingéco ne parvient pas à se forger un avis définitif sur la question.

1. Plusieurs arguments favorables à la taxe Zucman...

La situation des finances publiques françaises implique un nécessaire effort de réduction du déficit public. Dans ce contexte, il semble impossible d'exiger aux Français un effort dont seraient exonérés les plus fortunés. La taxe Zucman semble donc un instrument pertinent.

- Les taux effectifs d'imposition diminuent pour les plus riches. Pour les 0,0002 % des Français les plus riches, le taux d'imposition global est estimé à 26 %³, alors qu'il est de 52 % pour la moyenne des ménages⁴. Ces écarts (que nous nuancerons en deuxième partie) s'expliquent principalement par le fait que les ménages les plus riches perçoivent avant tout une « rémunération » sous la forme des bénéfices des entreprises qu'ils détiennent (qui ne sont pas touchés par l'impôt sur le revenu tant qu'ils restent dans l'entreprise) alors la majorité des ménages, y compris les ménages aisés, perçoivent avant tout des salaires (qui sont soumis à l'impôt sur le revenu). Cette injustice devant l'impôt a de quoi choquer, l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen stipule par exemple que « Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés »⁵. La taxe

¹ <https://img1.wsimg.com/blobby/go/65161c13-9a53-4a2b-b14f-eb8b783e98e3/downloads/8f94c44b-46a8-49ef-ba44-7bee3e32d322/Bersing%C3%A9coAnalyse%20-%20Institutions%20am%C3%A9ricaines%20.pdf?ver=1758700287163>

² <https://img1.wsimg.com/blobby/go/65161c13-9a53-4a2b-b14f-eb8b783e98e3/downloads/ba341981-65f4-45bb-82f3-c1083e56474b/Bersing%C3%A9coAnalyse%20-%20D%C3%A9ficit%20public%20probl%C3%A8me%20po.pdf?ver=1758700287163>

³ https://www.ipp.eu/wp-content/uploads/2023/06/Note_IPP_Billionaires-version-actualisee.pdf

⁴ <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/07/02/taxe-zucman-reponses/>

⁵ <https://www.legifrance.gouv.fr/contenu/menu/droit-national-en-vigueur/constitution/declaration-des-droits-de-l-homme-et-du-citoyen-de-1789>

Zucman, en se basant sur le patrimoine total des ménages et non sur leurs flux de revenu, permet de corriger ces distorsions dans le taux d'imposition global.

- Les inégalités sont en hausse. Les écarts de niveau de vie entre les plus riches et les plus modestes ont augmenté au cours des vingt dernières années⁶, tout comme les écarts en termes de patrimoine⁷. Et, alors que la hausse des prix de l'immobilier dans les métropoles ou des cours boursiers a conduit à un accroissement du patrimoine des grandes fortunes plus rapide que l'économie française dans son ensemble⁸, le taux de pauvreté a poursuivi sa progression⁹. Ces constats plaident en effet pour une taxation accrue des Français les plus aisés, la devise de la France mettant notamment l'accent sur l'égalité et la fraternité.

2. ...et tout autant d'arguments défavorables

Les solides arguments en faveur de la taxe Zucman peuvent cependant être contrebalancés par des arguments contraires nombreux et étayés.

- La taxe Zucman serait extrêmement pénalisante pour les jeunes entreprises. Les start-ups technologiques présentent souvent la particularité d'afficher des valorisations boursières très élevées alors qu'elles perdent encore de l'argent. Dans ce contexte, le fondateur d'une telle entreprise devrait payer des impôts élevés (puisque son entreprise est fortement valorisée et que la taxe Zucman est calculée sur le patrimoine), alors même qu'il ne dispose que de revenus limités. Certains chefs d'entreprises pourraient être contraints de vendre des actions, ou d'en donner à l'État pour payer l'impôt, ce qui reviendrait à les spolier d'une partie de leur bien. La taxe Zucman pourrait être inconstitutionnelle¹⁰. De plus, l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen stipule que « La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité »¹¹. Or, dans le cas de la taxe Zucman, cette perte de propriété ne serait évidemment pas accompagnée d'une quelconque indemnité. En conséquence, il est probable que la taxe Zucman freinerait l'émergence de grandes entreprises en France et pousserait leur fondateur à entreprendre à l'étranger. Les risques de pertes d'attractivité de la France sont réels, quoiqu'impossibles à chiffrer précisément, ce qui rajoute de la confusion au débat. Il est peu probable que la Silicon Valley se serait développée à San Francisco si les États-Unis avaient instauré une telle taxe.
- L'argument selon lequel les plus riches ont un taux d'imposition plus faible dépend de la définition que l'on a du revenu. Un argument en faveur de la taxe Zucman est de souligner le fait que les ménages les plus riches supportent un taux d'imposition plus faible que le reste de la population. Mais cet argument ne tient qu'en considérant les

⁶ <https://www.inegalites.fr/evol-inegalites-long>

⁷ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7941439?sommaire=7941491>

⁸ <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/07/02/taxe-zucman-reponses/>

⁹ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5759045>

¹⁰ <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-journal-de-l-eco/taxe-zucman-la-constitutionnalite-en-debat-8435282>

¹¹ <https://www.legifrance.gouv.fr/contenu/menu/droit-national-en-vigueur/constitution/declaration-des-droits-de-l-homme-et-du-citoyen-de-1789>

bénéfices non distribués des entreprises détenues par les ménages les plus fortunés comme un revenu. Or, ce choix est discutable. Par exemple, si une entreprise réalise des pertes importantes une année donnée, cela signifierait théoriquement un revenu négatif pour un ménage, ce qui n'aurait pas de sens. Un des arguments forts en faveur de la taxe Zucman dépend donc de la définition que l'on donne au revenu utilisé pour calculer le taux d'imposition. Comme il n'y a pas de définition unique du revenu, les deux interprétations sont possibles, chacune ayant sa pertinence et ses limites.

- La taxe Zucman conduirait probablement à une hausse des dividendes versés au détriment de l'investissement. Les partis de gauche sont favorables à la taxe Zucman et critiquent également le versement de dividendes par les entreprises qui se ferait au détriment des salariés ou de l'investissement (un argument critiquable, mais ce n'est pas le sujet abordé ici). Or, pour payer la taxe Zucman, les détenteurs d'entreprises devraient moins réinvestir leurs profits et se verser plus de dividendes. On aboutirait à une situation paradoxale où la hausse probable des dividendes versés serait probablement décriée par le même courant politique qui a soutenu la mesure ayant conduit à ce résultat. De plus, la capacité des entreprises à réinvestir leurs profits pour se développer serait rognée par le montant alloué au paiement de la taxe Zucman.

Rédigé le 26 septembre 2025 par Sylvain Bersinger, économiste et fondateur du cabinet Bersingéco
contact@bersingeco.fr